La Commune

Mort de Rémi Fraisse : Une déclaration du GSI que nous partageons totalement

Les chiens de garde de la bourgeoisie ont assassiné Rémi !

Paris, le vendredi 7 novembre 2014.

La mort de Rémi est le résultat de la politique du gouvernement Hollande-Valls tout entière au service du capitalisme au détriment des travailleurs, des jeunes, des paysans. La répression des mouvements sociaux, des militants syndicaux ou associatifs qui s'opposent à la politique du gouvernement, tout comme l'interdiction des manifestations contre l'Etat sioniste d'Israël cet été (le Parquet a ainsi fait appel de la relaxe d'Alain Pojolat qui avait déposé les demandes d'autorisation de manifestations à la préfecture), étaient annonciatrices d'un tel drame et indiquaient clairement la volonté de durcir la répression pour étouffer, criminaliser les mobilisations sociales en cours. **Les assassins, les provocateurs, les vrais criminels sont à l'Elysée et à Matignon !**

Ils nous ont déclaré la guerre !

Lors d'une conférence de presse, organisée à dessein trois heures avant celle de François Hollande, l'avocat de la famille de Rémi Fraisse, Arié Alimi, avait interpellé Hollande: "*Pourquoi, alors que les militaires le voient expressément tomber à la suite de l'explosion de la grenade, que les circonstances de sa mort sont connues dès cet instant, la vérité sur la mort [de leur] enfant et frère n'a-t-elle pas été immédiatement révélée ?* »; pourquoi,
enfin, « ***ces militaires ont-ils délibérément jeté une grenade contenant exclusivement des explosifs, une grenade utilisée pendant la première et la seconde guerre mondiale*** (…)" (source : Le Monde)
Mediapart révèle par ailleurs que **près de quarante grenades offensives ont été lancées par les militaires dans la nuit du 25 au 26 octobre contre les militants mobilisés contre le barrage de Sivens !**

Les lycéens se mobilisent contre les violences policières et les expulsions !

C'est maintenant aussi la jeunesse lycéenne qui se mobilise, partout en France. Jeudi 6 novembre au matin, à Marseille, plusieurs lycées ont débrayé et se sont rendus devant la Préfecture des Bouches-du-Rhône. Lieu hautement symbolique, puisqu'il s'agit d'un QG de la police. Vendredi 7 novembre, ce sont des lycées à Rouen et Limoges qui se sont joints à la lutte contre les violences policières !
A Paris, 29 lycées étaient mobilisés le jeudi 6/11 pour protester contre la mort de Rémi et les violences policières. 15 lycées étaient totalement bloqués, 14 avec barrage filtrant. Venus de Paris, Montreuil, St Denis, plusieurs milliers de lycéens ont ensuite convergé à Nation, et ont manifesté jusqu'à Place d'Italie. La grève et la manifestation ont été reconduites le vendredi, rassemblant de nouveau plusieurs milliers de manifestants, malgré les tentatives de la police d'empêcher les blocages le
matin !
Sur les pancartes et les banderoles des cortèges lycéens d'Hélène Boucher, Paul Valéry, Ravel, Monnet, Dorian, Arago, Rodin… le message est clair et net : « PV [lycée Paul-Valéry] ne pardonne pas Cazeneuve », « Le lycée Rodin dit non aux violences policières ».
Ce vendredi, Maxime, du lycée Jean Jaurès à Montreuil, nous expliquait que la manif ne convergerait pas avec le rassemblement appelé par le ''syndicat'' lycéen UNL au même moment, car « L'UNL, c'est dirigé par le PS, et le PS, il nous réprime ». Ca a le mérite d'être clair !
Souvenons nous qu'il y a moins d'un an, les lycéens se battaient déjà contre l'expulsion de Leonarda et Khatchik. Oui, la jeunesse sait ce qu'elle veut !

Dernière minute : *Malgré les interdictions prononcées par les préfets dans certains départements, plusieurs manifestations ont eu lieu vendredi 7 et samedi 8 novembre pour dénoncer les violences policières. Ils étaient plusieurs centaines à Lyon et à Marseille, plus de 500 à Toulouse, 300 à Rennes, 200 à Lille, plus de 2000 à Notre-Dame-des-Landes, près de Nantes, plus de 1400 à Paris. La police a encore une fois répondu par la violence, en interpellant plusieurs dizaines de manifestations, notamment à Toulouse, Lyon et Marseille. Lundi 10 novembre, ce sont plusieurs centaines de lycéens qui ont manifesté et bloqué leurs établissements en Seine-Saint-Denis, pour dénoncer les violences policières.*

Début de mobilisation à l'université

A la fac du Mirail, à Toulouse, plus de 700 étudiants, enseignants et personnels étaient en AG jeudi 6 novembre, contre la privatisation de l'université et contre la répression policière. Pour toutes les personnes présentes, le lien entre les deux est clair : la volonté de privatisation se heurte à la résistance de la jeunesse.
En retour, l'État réprime... On n'avait pas vu une AG aussi combative et massive depuis la lutte contre la LRU en 2009 !
Craignant l'extension des protestations, le gouvernement multiplie les interdictions de manifester remettant ainsi en cause un droit démocratique arraché de haute lutte. Ainsi, la préfecture de Haute-Garonne a interdit vendredi soir une manifestation, prévue samedi à 14 heures à Toulouse, ayant pour mot d'ordre «halte aux violences policières». Les manifestation de Rennes a également été interdite par la préfecture d'Ille-et-Vilaine.
Les étudiants de Toulouse et les lycéens nous montrent la voie !
Il est grand temps de faire l'unité et d'appeler à des Assemblées Générales contre la privatisation, contre les violences policières, contre la répression et les expulsions de sans-papiers !

Mobilisation et unité contre les violences policières et les expulsions de sans papiers ! Pour l'arrêt de toutes les poursuites et pour la libération de tous ceux qui luttent !

Modifié le jeudi 13 novembre 2014

Voir aussi dans la catégorie France

Urgence, pouvoir d’achat et grève générale

Alors qu’il a urgence à augmenter les salaires, bloquer les prix et les loyers, alors q
les crises énergétiques et climatiques explosent, le gouvernement Macron a fait
voter au Parlement deux... »

« Ces gens-là »

La ministre des collectivités territoriales, issue des Républicains, a eu par le passé
des prises de position qui dénonçaient le mariage pour tous en y voyant “un dessei
contre la nature”.... »

Ni le gouvernement ni l'Assemblée ne nous représente !

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » La
présidentielle et les législatives en France sont à l'image du chaos politique qui
parcourt l'Europe : la... »

Répression, maître-mot de la macronie.

La cinquième république est agonisante. Macron et sa clique vont utiliser le dernier outil en leur possession pour sauver ce qui peut l'être : la répression. Les forces de police, dignes... »

Présidentielles, législatives : Non au front unique des appareils !

Ils veulent TOUS sauver la Ve République et museler la classe ouvrière ! Partis politiques et confédérations syndicales sont désormais unis pour laisser Macron gouverner à son aise et mener ses... »

Alain Krivine

La Commune tient à saluer la mémoire d'Alain Krivine, militant ouvrier et dirigeant historique de la LCR et du NPA, qui a marqué la vie politique de ces 60 dernières années. Nous adressons à sa... »